



Bilan du Forum SAT 2025
2^{ème} édition de l'événement national

forumSAT
SYSTÈMES ALIMENTAIRES TERRITORIAUX

Préambule



Avec les crises que nous connaissons actuellement, le renforcement des systèmes alimentaires territoriaux (SAT) se positionne comme une solution pour l'autonomie et la sécurité alimentaires des territoires du Québec. Ces systèmes permettent de valoriser les circuits courts, de nourrir nos communautés et de renforcer la transition socio-écologique du milieu de l'alimentation. Les 25 et 26 février 2025, plus de 400 personnes ont participé au Forum SAT 2025, afin de faire rayonner les différentes facettes des systèmes alimentaires. Panels, ateliers et moments de réseautage étaient aux rendez-vous pour renforcer le dialogue et la solidarité entre les différents secteurs de l'alimentation et les différentes régions du Québec. Pendant ces deux jours, la transition des modèles en agriculture, le dialogue entre les secteurs économiques et sociaux et l'appui unanime au soutien pour un financement au programme d'alimentation scolaire ont mobilisé les participant·es. Afin de rassembler les nombreux constats et moments forts du Forum SAT 2025, nous dressons ici un bilan de l'événement.



Table des matières



Préambule	1
D'un premier événement national à une démarche collective	3
Objectifs de la démarche du Forum SAT	4
Forum SAT 2025 : l'événement national	5
Les participant·es	5
L'accessibilité pour tous et toutes	6
La programmation	7
Les panels et conférences	8
Retour sur les ateliers thématiques	12
Rassemblement final	23
Nouveautés et moments phares	26
Retombées médiatiques et rayonnement	28
Remerciements	29

Toutes les photos du Forum SAT 2025 ont été prises par Catherine Martel - www.catmartel.com - Graphisme : Xavier Martin | Wanted

D'un premier événement national à une démarche collective



Le Forum SAT 2025 était la seconde édition de ce rassemblement national sur les systèmes alimentaires territoriaux; la première ayant eu lieu en novembre 2022 à Victoriaville. Heureuses de sortir de l'isolement engendré par la période pandémique, plus de 300 personnes s'étaient réunies lors de cette première édition, en plus d'une centaine de personnes qui se sont jointes en mode virtuel. L'événement de 2022 a permis d'établir certaines bases communes, entre autres sur la gouvernance des SAT et les relations avec les instances publiques, en plus d'offrir une diversité d'ateliers thématiques, de présenter des affiches régionales et de conclure avec une déclaration commune.

Entre les deux éditions de 2022 et 2025, l'équipe du Forum SAT et ses partenaires ont contribué à façonner le mouvement des systèmes alimentaires territoriaux. Une infolettre a été créée pour que les parties prenantes des systèmes alimentaires territoriaux du Québec demeurent informées des actualités territoriales et sectorielles.

En 2023, deux webinaires ont été organisés par le Forum SAT en partenariat avec des experts afin de poursuivre le partage de connaissances. La mobilisation s'est également élargie durant ces trois dernières années et la rédaction de synthèses régionales s'est poursuivie. En 2024, ayant le vent dans les voiles et rassemblant de plus en plus de partenaires, il s'est avéré nécessaire de mieux définir les fondements et la gouvernance de la démarche du Forum SAT.

Les fondements de la démarche collective du Forum SAT ont ainsi été revisités par le biais d'une consultation menée auprès des acteurs et actrices de l'écosystème des systèmes alimentaires territoriaux du Québec. La mission et la vision du Forum SAT ont été clarifiées et des objectifs principaux ont été identifiés afin de guider le mouvement et ses actions dans les mois et années à venir.



MISSION

FAVORISER LA CONCERTATION
DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES TERRITORIAUX AU QUÉBEC

VISION

LE QUÉBEC BÂTIT DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES TERRITORIAUX
RÉSILIENTS, ÉQUITABLES ET ACCESSIBLES

Objectifs de la démarche du Forum SAT

- **CRÉER** des espaces de dialogues pour partager les expertises
- **DÉVELOPPER** une approche intégrée pour promouvoir la reconnaissance et la valorisation des SAT
- **ÉLABORER** une vision commune et des stratégies cohérentes pour répondre aux défis des SAT
- **RENFORCER** les liens avec les instances gouvernementales

« Ce fut un réel plaisir de participer à l'atelier de Alliance SaluTERRE dans le cadre du Forum sur les systèmes alimentaires territoriaux (SAT)! Lors de cet atelier sur la mobilisation citoyenne, mais aussi plus largement durant ces deux jours du Forum, il est entre autres ressorti qu'il est plus que jamais pertinent de réfléchir et agir ensemble, même avec ceux qui nous semblent très différents de nous. L'apport d'acteurs de différentes échelles et pratiques est indispensable à l'atteinte d'un but commun plus large que nos missions individuelles. Mon objectif pour la prochaine année sera de faire ma part pour faciliter ce rapprochement entre les différences! »

Participante du Forum SAT 2025



Forum SAT 2025 : l'événement national

Le Forum SAT cherche à renforcer les liens entre les acteur·rices et à converger vers des stratégies communes pour renforcer les systèmes alimentaires territoriaux du Québec. Étant donné le processus de gouvernance entamé en 2024, il était important pour la démarche du Forum SAT de valider sa place dans le bassin existant d'organismes provinciaux et régionaux qui travaillent d'arrache-pied pour renforcer les systèmes alimentaires territoriaux. Ainsi, les trois objectifs pour l'événement national du Forum SAT 2025 étaient :

- **MOBILISER** les acteur·rices des SAT et **renforcer le dialogue et la solidarité** intersectorielles et interrégionales;
- **CONVERGER** vers des **priorités et des stratégies communes** permettant de **déployer et de consolider** des SAT et les initiatives qui les façonnent partout au Québec;
- **DÉFINIR** le **rôle du Forum SAT** dans l'écosystème des parties prenantes des systèmes alimentaires territoriaux.

Les participant·es

Les 25 et 26 février 2025, plus de 400 personnes de toutes les régions du Québec ont participé à la deuxième édition du Forum SAT, dont 350 participant·es en personne à Saint-Hyacinthe et une soixantaine de personnes en ligne. Plus du tiers des participant·es de 2025 en étaient à leur deuxième événement ayant été présent·es à l'édition 2022.

Toutes les régions administratives du Québec étaient représentées lors de l'événement. Comme celui-ci se déroulait en Montérégie, une région où l'agriculture occupe une place importante, la délégation montréalaise était nombreuse. De plus, étant donné la grande présence d'organismes nationaux dans la région montréalaise, de nombreux participant·es en provenance de la métropole étaient présent·es.

De toutes les personnes présentes, plus d'une centaine s'identifiaient au secteur communautaire et une centaine se considéraient comme des acteur·rices de soutien et d'accompagnement. Il y avait aussi une cinquantaine d'instances publiques et une soixantaine d'acteur·rices œuvrant en économie sociale. Même si la mobilisation du secteur agricole reste à élargir, plus d'une vingtaine de producteur·rices de différentes régions ont participé à l'événement. À noter que les participant·es pouvaient s'identifier comme appartenant à plusieurs catégories.



L'accessibilité pour tous et toutes

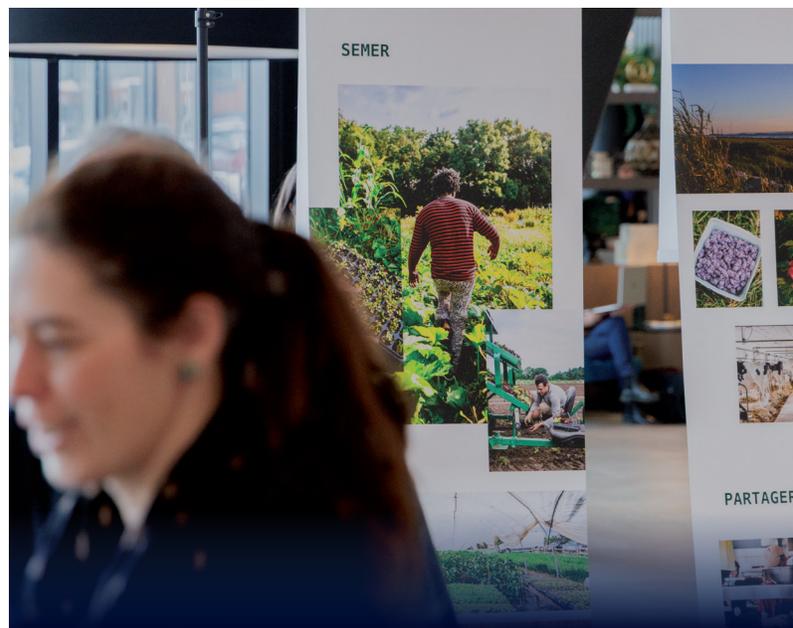


Afin d'appuyer la participation des acteur·rices des régions éloignées, des personnes des communautés autochtones ainsi que des producteur·rices agricoles, nous avons offert des bourses de déplacement et d'hébergement. Ainsi, grâce à l'appui du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et de l'Union des producteurs du Québec, onze bourses de déplacement ont été offertes à des personnes provenant des régions les plus éloignées du Québec, dont la Gaspésie, la Côte-Nord, l'Abitibi-Témiscamingue, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, l'Outaouais et les Laurentides. Le covoiturage était encouragé ce qui a contribué au réseautage à l'intérieur d'une même région. Huit bourses de déplacement ont également été offertes à des producteur·rices agricoles de différentes régions du Québec, qui ne sont pas rémunéré·es pour participer à ce type d'événement.

Nous avons collaboré avec la Table sur la sécurité alimentaire des Premières Nations et Inuit qui, à travers la diffusion de notre invitation dans leur réseau, nous a

permis de réunir sept représentantes et représentants de cinq communautés autochtones de différentes communautés du Québec : Mashteuiatsh, Obedjiwan, Pessamit, Nutashkuan et Odanak. Une bourse de déplacement incluant l'hébergement a été offerte à chacune de ces personnes.

La tarification sociale, le service d'interprétation et la navette entre Montréal et Saint-Hyacinthe sont d'autres mesures qui ont favorisé la mobilité et l'accessibilité à l'événement.



La programmation

Animé par Denis Gagné



8h – 9h45 : Inscription & réseautage

Kiosques, outils des acteur-rices de soutien et d'accompagnement

9h50 – 11h10 : Ouverture du Forum SAT 2025

Mot d'accueil et reconnaissance territoriale de **Michel Durand Nolett**, ambassadeur de la nation abénaquise d'Odanak

Allocution d'ouverture de **Madame Chantal Rouleau**, ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

Allocution d'ouverture de **Monsieur Simon Giard**, Préfet de la MRC des Maskoutains

Les systèmes alimentaires territoriaux : de l'international, au provincial, à la vision du Forum SAT

- **Marie-Lara Hubert-Chartier**, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- **Équipe du Forum SAT**

11h10 – 12h10 : Panel

Les leviers collectifs pour des SAT résilients

Animé par **Anne Marie Aubert**, Conseil du système alimentaire montréalais

- **Horacio Arruda**, Sous-ministre adjoint-prévention, promotion, planification et protection en santé publique, Ministère de la santé et des services sociaux
- **Maude Brossard-Sabourin**, Chantier de l'économie sociale
- **Olivier Flamand-Lapointe**, Alliance SaluTERRE
- **Bertrand Fouss**, Multitudes

12h10 – 13h40 : Dîner

13h40 – 15h : Panel

Au cœur de la transition des SAT : des initiatives d'avenir en agriculture

Animé par **Clovis Raymond-La Ruelle**, Fédération de la relève agricole du Québec

- **Daniel Dubé**, Le Pré Rieur, Bas-Saint-Laurent
- **Caroline Laurin**, Coop maraîchère Au bout du rang, Lanaudière
- **Frédérique Lavallée**, Écoboef, Abitibi - Témiscamingue
- **Stéphanie Wang**, Le Rizen, Estrie

15h – 15h30 : Pause et déplacement vers les ateliers

15h30 – 17h : Ateliers thématiques

5@7



9h – 10h20 : Panel

Innovier pour favoriser la solidarité intersectorielle dans les SAT

Animé par **Erika Salem**, Conseil du système alimentaire montréalais

- Agro Lab Petite Nation, représenté par **Andréanne Sabourin**, MRC de Papineau, et Vincent Ouellette-Destroismaisons, Coopérative Place du Marché, Outaouais
- Viandes solidaires, représenté par **Émilie Dugré**, Moisson Estrie, et **Jacinthe Lévesque**, Abattoir régional de Coaticook, Estrie
- Collaboration intersectorielle par **Émilie Tremblay**, Table agroalimentaire du Saguenay- Lac- Saint- Jean, et **Caroline Benoit**, Direction de santé publique, Saguenay-Lac-Saint-Jean

10h20 – 10h45 : Pause

10h45 – 12h15 : Ateliers thématiques – Bloc 2

12h15 – 13h45 : Dîner

13h45 – 14h10 : Regard d'une chercheuse

- **Laurence Guillaumie**, professeure titulaire à la Faculté des sciences infirmières de l'Université Laval et coordonnatrice du Regroupement des chercheur-es SAT du Pôle bioalimentaire

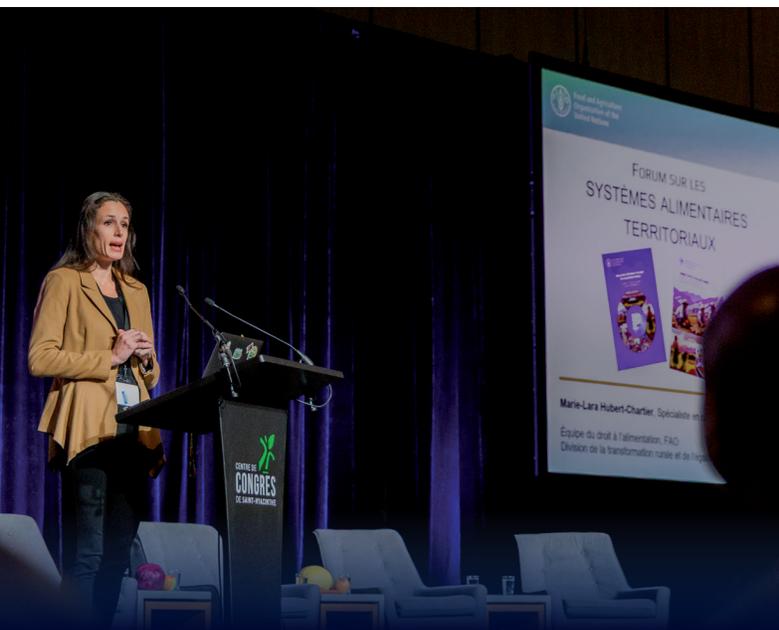
14h10 – 16h : Rassemblement final

Construire ensemble l'avenir des SAT : priorités et stratégies communes

- À la une, la parole à des mobilisations collectives
- Retour sur les ateliers et les actions prioritaires de la démarche collective
- Discussions et partages
- Appel à l'action et mot de la fin



Les panels et conférences



Ouverture

Saint-Hyacinthe étant située sur le territoire non cédé de la nation abénaquise, Michel Durand-Nolett, ambassadeur de la communauté abénaquise d'Odanak, a ouvert l'événement en rappelant l'importance des savoirs et des pratiques des peuples autochtones qui ont préservé et nourri ces terres pendant des millénaires. Il a rappelé les relations entre les peuples, la terre et les aliments qui sont à la base de nos sociétés. Madame Chantal Rouleau, ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), a ensuite présenté les principales mesures du nouveau Plan d'action gouvernemental de lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale qui visent à favoriser l'accès aux aliments et le déploiement de solutions durables pour améliorer la sécurité alimentaire. Le MESS a d'ailleurs soutenu financièrement la réalisation du Forum SAT 2025. Finalement, Monsieur Simon Giard, le préfet de la MRC des Maskoutains, territoire qui accueillait l'événement, a présenté les initiatives et projets en cours en Montérégie pour renforcer leur système alimentaire.

Présentation du droit à l'alimentation

Comme le droit à l'alimentation a une place centrale dans les systèmes alimentaires territoriaux, une spécialiste du droit à l'alimentation de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Marie-Lara Hubert-Chartier, a présenté les fondements de ce droit à l'international. Elle a mentionné que face aux enjeux climatiques, aux écarts de richesse grandissants, à la crise migratoire due à violence et aux guerres ainsi que les crises géopolitiques, le cadre du droit à l'alimentation offre des solutions concrètes pour répondre aux inégalités structurelles et s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté. Elle soulignait que le droit à l'alimentation est un droit humain qui ne devrait pas être un privilège, mais que le système économique et politique perpétue les inégalités structurelles. Les droits humains sont indivisibles, le droit à l'alimentation permettrait donc d'atteindre d'autres droits, comme le droit à un environnement propre, sain et durable, le droit à l'eau ou le droit au logement. Madame Hubert-Chartier a rappelé que le droit à l'alimentation comporte quatre éléments fondamentaux : la nourriture doit être suffisante pour chaque individu-es; elle doit être adéquate, tant au niveau nutritionnel qu'au niveau culturel; elle doit être accessible économiquement et physiquement; et elle doit être disponible en permanence, peu importe les saisons, pour toutes les générations présentes et celles qui suivront. Des avancées ont notamment été faites en Colombie, avec l'inscription du droit à l'alimentation dans sa constitution.

Marie-Lara a terminé en présentant les multiples bénéfices de l'application du droit à l'alimentation. Il permet d'accélérer la transition des SAT en soutenant l'agroécologie et l'accès à une alimentation saine pour tout le monde, de favoriser des initiatives locales comme les circuits courts et de démocratiser la gouvernance des SAT.



Les SAT au Québec en bref

Ensuite, afin que les participant-es partagent une compréhension commune des systèmes alimentaires territoriaux, l'équipe du Forum a présenté certains enjeux et défis des SAT du Québec. Avec les tarifs douaniers, la crise climatique, la concentration des entreprises dans les différents secteurs et l'insécurité alimentaire accrue, il y avait de quoi se rassembler.

Quelques grands constats des SAT :

- L'insécurité alimentaire est de plus en plus criante, les communautés autochtones habitant dans le nord en souffrent plus particulièrement ainsi que les minorités visibles. Les étudiant-es n'y échappent pas non plus : selon une récente étude, ce sont 44 % des cégepien·nes qui vivent de l'insécurité alimentaire;
- Nous produisons 35 % de ce que nous consommons au Québec et à peine 2 % de notre territoire québécois est cultivable;
- La transition socioécologique des systèmes alimentaires s'inscrit dans une vision plus large de « Une seule santé », qui reconnaît l'interdépendance entre la santé humaine, la santé animale et la santé des écosystèmes;
- Selon le Bureau de la concurrence, au Canada, les quatre plus grandes chaînes de supermarchés contrôlent plus de 80 % du marché alimentaire. Cette concentration limite l'accès des producteur·rices locaux aux marchés et réduit la diversité de notre alimentation;
- Cette transition alimentaire ne se fera pas sans une gouvernance collaborative, que les systèmes alimentaires territoriaux tentent d'incarner. À l'échelle des villes et des MRC, les plans de développement des communautés nourricières sont de plus en plus nombreux et permettent aux municipalités d'organiser leur système alimentaire et de favoriser les communautés nourricières. Il y a également une multitude

d'initiatives, de comités et de démarches intersectorielles de SAT dans les territoires, et beaucoup d'événements rassembleurs sur les systèmes alimentaires ou sur la sécurité alimentaire ont été organisés à travers la province dans les différents territoires.

Visionnez l'enregistrement du bloc d'ouverture [ICI](#).

Panel - Les leviers collectifs pour des systèmes alimentaires territoriaux résilients

Animation : Anne Marie Aubert, coordonnatrice du Conseil du système alimentaire montréalais

Monsieur Horacio Arruda, sous-ministre adjoint à la prévention, promotion, planification et protection en santé publique au ministère de la Santé et des Services sociaux, a introduit le panel en rappelant l'importance d'avoir une approche interministérielle dans les politiques publiques et que les acteur·rices présent·es à l'événement sont d'autant plus pertinents dans ces discussions face aux crises qui subsistent.

Le panel a réuni Maude Brossard-Sabourin, directrice adjointe au [Chantier de l'économie sociale](#), Bertrand Fouss de [Multitudes](#) et Olivier Flamand-Lapointe, porte-parole de l'[Alliance SaluTerre](#), qui ont rejoint le Dr Arruda. Bien que ces mouvements soient portés à l'échelle provinciale, les panélistes ont rappelé l'importance de la concertation et de la gouvernance démocratique à l'échelle locale. Que ce soit pour changer le paradigme économique dominant, pour la transition socioécologique ou pour protéger la vocation nourricière des terres agricoles, l'ancrage territorial demeure crucial. Au Chantier de l'économie sociale comme pour Multitudes et l'Alliance SaluTerre, on s'appuie sur l'expertise des partenaires du terrain pour porter le plaidoyer de ces démarches qui demeurent toutes basées sur des mouvements collectifs.



Afin de s'assurer que les organismes et démarches nationales n'étouffent pas l'autonomie des démarches locales, les panélistes ont souligné l'importance de se doter de stratégies communes entre les différentes échelles qui permettent de représenter la voix du terrain. L'échelle provinciale permet en fait d'établir un langage commun et de créer un porte-voix pour dénoncer les inégalités. La reprise collective d'un mouvement ou d'une entreprise permet également de pallier les inégalités de pouvoir. Enfin, se rencontrer entre différents secteurs d'activité via le Forum SAT, que ce soit lors de l'événement ou sur une base régulière, permet de renforcer les mouvements.

Visionnez l'enregistrement du panel sur les leviers collectifs [ICI](#).

Panel - Au cœur de la transition des SAT : des initiatives d'avenir en agriculture

Animation : Clovis Raymond-La Ruelle, coordonnateur à la recherche et aux politiques agricoles à la Fédération de la relève agricole du Québec

Le panel réunissait quatre modèles de productions agricoles. Deux d'entre elles innovent dans leurs filières souvent perçues comme conventionnelles : [Le Pré rieur](#), dans Chaudière-Appalaches, qui cultive des pois et du tournesol biologiques et qui produit de l'huile, et la ferme [Écobœuf](#), en Abitibi-Témiscamingue, qui élève des bœufs nourris à l'herbe et dont les GES émis sont réabsorbés. Il y avait également deux fermes maraîchères qui ont des modèles d'affaire en économie sociale soit le [Rizen](#) en Estrie, une ferme, en voie de devenir un OBNL, spécialisée en production et transformation de légumes asiatiques biologiques, et la [coopérative de solidarité Gaïa](#) en production maraîchère bio-intensive sur la Côte-Nord.

Les panélistes ont débuté en présentant leur ferme ainsi que quelques enjeux du secteur agricole : l'impact des engrais chimiques sur les sols et la santé, la valorisation de l'hyper productivité des agriculteur·rices qui ne dégagent que de minces marges, la charge mentale des

producteur·rices, le prix élevé des terres, le manque de relève et l'impact environnemental de certaines productions. Les panélistes ont mentionné leur désarroi de devoir choisir entre innovation, valeurs et accessibilité de leurs produits et que l'expression « acheter c'est voter » ne s'applique plus en alimentation. Il existe cependant des solutions à ces enjeux, comme des subventions aux organismes d'aide alimentaire afin qu'ils s'approvisionnent auprès des fermes locales et une politique d'achat local qui permettrait de réduire le coût des produits locaux pour les rendre accessibles. La planification territoriale, avec les Plans de développement de la zone agricole (PDZA) par exemple, demeure un outil important pour soutenir les agriculteur·rices. Les modèles en économie sociale comme les OBNL et les coopératives permettent quant à elles de réduire la charge mentale et d'avoir souvent de la relève à même l'entreprise et qu'en améliorant les conditions de travail dans le milieu, la relève sera au rendez-vous. Bien que leur métier ne soit pas de tout repos et qu'avoir des pratiques innovantes n'est pas toujours soutenu, les panélistes demeurent convaincu·es de la valeur de leurs modèles qui contribuent à favoriser une population plus en santé, de même que des sols et un environnement plus sains. Ils trouvent aussi important et gratifiant de transférer leurs connaissances aux enfants dans les CPE et les écoles comme le fait la coopérative Gaïa ou par l'entremise de stagiaires dans le cas d'Écobœuf.

Visionnez l'enregistrement du panel sur la transition des modèles en agriculture [ICI](#).



Panel - Innover pour favoriser la solidarité intersectorielle dans les SAT

Animation : Erika Salem, agente de programme au Conseil du système alimentaire montréalais et pour L'Espace cuisine pour la sécurité alimentaire

Le panel avait pour objectif de montrer des exemples de synergies entre les secteurs économiques et communautaires au sein des SAT. Trois duo d'acteur-rices ont présenté leurs projets ancrés dans trois régions différentes.

L'Agro Lab Petite Nation (Andréane Sabourin) est un projet porté par la MRC de Papineau en Outaouais qui permet de mettre ensemble des projets agroalimentaires qui visent à résoudre ou améliorer les enjeux notamment liés à l'accès aux aliments locaux, à la mutualisation des ressources et services, à une économie plus circulaire et à l'agroenvironnement. Un des projets soutenus par l'Agro Lab est la Petite-Monnaie (Vincent Ouellette-Destroismaisons), une monnaie locale pour les entreprises de la région, en alimentation ou non. Ce projet, bien que jeune, est un vrai succès considérant entre autres, le nombre d'entreprises adhérentes au programme.

Le projet Viandes Solidaires est né à Coaticook en Estrie en 2021. Résultant d'un partenariat qui réunit, entre autres, le Centre d'action bénévole (Émilie Dugré - Moisson Estrie et SOS Dépannage Moisson Granby) et l'Abattoir Régional de Coaticook (Jacinthe Lévesque), le projet de maillage vise à revaloriser les vaches fragilisées et permet aux organismes en sécurité alimentaire d'avoir accès à une source locale de protéines animales tout en reconnaissant financièrement le travail des agriculteur-rices.

Enfin, le troisième duo présent sur ce panel était constitué de la Table de concertation agroalimentaire (Émilie Tremblay) et du CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean (Caroline Benoit) qui, au fil des ans, en partenariat avec d'autres organismes régionaux, ont permis de créer divers projets d'envergure, comme Borée, une démarche de concertation des acteur-rices du SAT de la région, et Espaces CT, un pôle logistique agroalimentaire, qui permet de mutualiser des fonds et des espaces de transformations alimentaires pour valoriser des surplus de champs.



Pour les panélistes, leurs projets résultent de consultations à diverses échelles de gouvernance et c'est en ayant une variété de réalités et de points de vue que l'innovation est créée et permet de changer de paradigme. Les conditions essentielles qui sont ressorties pour faciliter les liens entre les différents partenaires sont :

- Mieux se parler pour mieux se comprendre et prêter de bonnes intentions à ses interlocuteur-rices;
- Avoir des événements rassembleurs (forum, assemblée, etc.) et une vision commune comme une charte;
- S'assurer de la reconnaissance du travail de chacun-e (ex. : payer les producteur-rices au lieu de chercher des dons);
- S'élever au-dessus des préoccupations de son organisme pour penser au bien-être de la communauté et trouver un terrain d'entente;
- Rester ouvert-e à la critique et prendre le temps d'avoir des conversations difficiles;
- Respecter le rythme de chacun;
- Faire un suivi régulier avec les paliers de gouvernance qui ont appuyé le projet pour qu'ils s'approprient le projet;
- Pour démarrer un projet, aller voir les concertations qui existent puisqu'elles rassemblent déjà plusieurs partenaires et ainsi éviter de les mobiliser individuellement.

Visionnez l'enregistrement du panel sur la solidarité intersectorielle [ICI](#).





Retour sur les ateliers thématiques

1

Gouvernance alimentaire territoriale inclusive : une diversité de modèles complémentaires pour une action collective

Organisé par Vivre en Ville et la MRC d'Arthabaska

Plus de 80 personnes ont assisté aux deux ateliers portant sur la gouvernance alimentaire inclusive, qui invitait à une réflexion sur comment différents modèles de gouvernance observés dans nos territoires pouvaient se compléter pour une action collective à plus grand impact. Après une mise en contexte et un survol d'apprentissages issus d'activités récentes par Vivre en Ville, un témoignage de la MRC d'Arthabaska de son parcours en gouvernance territoriale est venu alimenter la discussion, lors de laquelle les participant-es ont été séparés en sous-groupes pour aborder l'une des trois thématiques suivantes : 1) la participation des citoyen-nes et des groupes vulnérables dans la gouvernance; 2) l'implication du privé et des acteur-rices économiques; et 3) la reconnaissance, la légitimité et le leadership des organisations portant la transition des SAT. Les membres de chaque sous-groupe ont identifié des instances de gouvernance alimentaire territoriale qu'ils connaissent ou auxquels ils participent dans leur région, et ont discuté des particularités, des forces et des faiblesses de chaque modèle à l'aide de la lunette de leur thématique. Par la suite, on tentait de découvrir des synergies possibles entre ces modèles et des leviers à obtenir pour aller plus loin ensemble.

Un consensus était évident quant à l'importance de garantir les ressources humaines pour la coordination et le maillage des partenaires pour assurer une bonne gouvernance alimentaire. Un constat supplémentaire est qu'il est essentiel d'amplifier nos capacités de sensibilisation et de vulgarisation auprès de l'ensemble de la population non seulement de nos démarches nourricières, mais aussi de ce qui compose une gouvernance alimentaire et de l'importance de la concertation. Il est également important de fournir un accompagnement aux instances de gouvernance au niveau des compétences de communication et d'arrimage des actions, et de développer des processus de suivi et d'évaluation collectifs des impacts de nos actions sur nos communautés et dans le développement de notre économie locale.

2

Outils des citoyen-nes pour mieux protéger le territoire agricole

Organisé par l'Alliance SaluTERRE

L'atelier s'est ouvert sur une présentation de l'Alliance SaluTERRE et des enjeux majeurs qui menacent le territoire agricole : étalement urbain, spéculation foncière, accaparement et concentration des terres. Le constat est alarmant : depuis 1998, plus de 61 000 hectares de terres agricoles ont été perdus. Parallèlement, le prix des terres ne cesse d'augmenter. Entre 2010 et 2019, la valeur des terres en culture a plus que triplé dans certaines régions du Québec. Face à ces défis, plusieurs solutions existent. L'Alliance SaluTERRE a soumis deux mémoires dans le cadre de la [Consultation nationale sur le territoire et les activités agricoles \(CNTAA\)](#) et de l'[analyse du projet de loi 86](#).



L'atelier a mis en avant deux leviers d'action essentiels : la mobilisation citoyenne et les fiducies d'utilité sociale agroécologique (FUSA). Trois intervenant·es ont partagé leur expérience et leurs perspectives :

- Luc Potvin, maraîcher engagé dans un processus de mise en FUSA de ses terres
- Louis Béchard, conseiller en création chez Protec-Terre
- Fernande Ouellet, agricultrice et militante pour la défense des terres agricoles

Mobilisation citoyenne : l'information est clé

- Pour mobiliser efficacement, il est essentiel de bien s'informer : savoir où chercher, vérifier les faits et partager l'information de manière stratégique. Il est aussi important de connaître les acteur·rices impliqué·es, leurs positions et de suivre de près leurs actions.
- Les médias jouent un rôle crucial : surveiller ce qui attire l'attention des journaux et des chaînes télévisées permet d'adapter son message et d'amplifier son impact.

- La trousse de mobilisation de l'Alliance SaluTERRE et la grille d'évaluation de l'acceptabilité sociale d'un projet sont des outils précieux.

Les FUSA : préserver les terres agricoles à perpétuité

- Les fiducies d'utilité sociale agroécologiques garantissent que les terres conservent leur vocation nourricière à perpétuité. Aussi, elles soutiennent la relève, encouragent l'alimentation locale et favorisent l'éducation sur l'agriculture écologique.
- Les FUSA offrent une alternative durable et indépendante des décisions politiques. Une FUSA peut continuer à protéger une terre même si celle-ci perd son statut de terre agricole.
- Un levier pour renforcer le lien entre les communautés et les producteur·rices : les FUSA permettent d'ancrer l'agriculture dans les territoires, en impliquant les communautés.

Consultez la boîte à outils de mobilisation citoyenne produite par l'Alliance SaluTERRE [ICI](#).

Pour en savoir plus, consultez le site web de l'Alliance SaluTERRE [ICI](#).

« Au forum SAT, on maille les expertises pour accélérer la transition vers une alimentation saine, durable et accessible pour tous. Je suis heureuse de pouvoir y côtoyer des acteurs aussi diversifiés que des agriculteurs, des nutritionnistes, des spécialistes en santé publique, en aménagements du territoire, ... car c'est en travaillant tous ensemble qu'on arrivera à réaliser les changements systémiques qui s'imposent. »

Participante du Forum SAT 2025



3 Des fermes pérennes du concept à l'action

Organisé par Protec-Terre pour le Mouvement pour des fermes pérennes

Au-delà des statistiques agricoles affligeantes, les participant·es ont pu prendre la mesure de la faible proportion des fermes qui sont satisfaites de leur situation financière et humaine. Face à ces constats, le Mouvement pour des fermes pérennes a développé le concept de pérennité autour de cinq axes :

- des modes de tenure qui participent à démarchandiser ou déprivatiser le foncier agricole ainsi que ses modes d'accès;
- des modes collectifs de propriété, de gestion et de gouvernance de l'entreprise ou du commun agricoles;
- des modes de production qui tendent vers l'agroécologie;
- un mode de vie agréable qui assure une qualité de vie et le bien-être du vivant à la ferme;
- la contribution de la ferme aux systèmes alimentaires territorialisés.

L'outil de diagnostic sympathique des fermes a permis d'identifier certains freins vécus par les agriculteur·rices pour développer leur ferme idéale. Si aucune combinaison claire d'options ne menait de manière évidente à une ferme pérenne (tel que défini), l'outil a surtout permis d'ouvrir des discussions empathiques avec les fermes et d'identifier collectivement quelques pistes d'action pour favoriser la pérennité de celles-ci. Cela souligne l'importance de reproduire l'atelier dans d'autres contextes afin de nourrir la co-création de solutions.

Les actions collectives identifiées comme étant essentielles ou importantes sont :

- **DÉVELOPPER** un plaidoyer pour du financement à la mission des fermes en économie sociale (coop, OBNL);
- **INITIER** un chantier de réforme (lois et programmes) pour faciliter les modèles collectifs;
- **CRÉER** un outil pour identifier des manières d'impliquer la communauté;
- **CRÉER** un fonds d'acquisition pour l'achat des terres à déposer dans des FUSA régionales;
- **DÉVELOPPER** de nouveaux produits financiers adaptés ex. Fonds La Ruche Agro

Le Mouvement continue de grandir, car une quarantaine de participant·es a demandé de suivre ces actions et quelques-un·es se sont engagé·es à s'impliquer dans leur réalisation. Une action vous interpelle? Il n'est pas trop tard! Écrivez à catherine.avard@protec-terre.org.

Pour en savoir plus :

[Chantier d'accès à la terre de Brome-Missisquoi](#)

[Étude sur la viabilité des EÉS en agriculture \(CQCM et CRAAQ\)](#)

[Guide d'établissement des EÉS en agriculture \(CQCM et CRAAQ\)](#)

[Formations sur les FUSA, par Protec-Terre](#)



4

Les pôles logistiques agroalimentaires : favoriser les retombées, la viabilité, l'optimisation et la mutualisation par le soutien de l'écosystème

Organisé par le Conseil québécois de la coopération et le Collectif Récolte

Les pôles logistiques agroalimentaires organisent de manière structurée l'offre de produits locaux alimentaires sur les territoires; leurs services, leur gouvernance et leurs clientèles desservies sont influencés par les besoins du milieu. Leur déploiement peut être propulsé par des leviers tels que les Plans de développement des zones agricoles, les Plans de développement des communautés nourricières et la concertation intersectorielle et interministérielle.

Lors de l'atelier, certains éléments à prendre en considération ont été proposés pour la définition de pôles logistiques agroalimentaires par exemple; l'intersectorialité, l'économie circulaire, l'approvisionnement HRI, les espaces collaboratifs locatifs, la volonté du milieu, la synergie, la mutualisation, le territoire, la communauté. Il a été mentionné que les pôles ne sont pas tous sous les formes juridiques de l'économie sociale et ne sont pas toujours en lien avec des producteur-rices.

Certains éléments ressortis lors des ateliers :

- Le déploiement serait propulsé par le développement d'une vision sociétale et gouvernementale pour l'achat local et par l'établissement de cible claire et d'indicateurs pour les institutions, les restaurateurs, les commerces;
- Impliquer les tables de concertation bioalimentaires et les partenaires de l'écosystème de développement territorial;
- Utiliser les individus mobilisés comme acteurs de changement;
- Utiliser les différents leviers tant municipaux, provinciaux et fédéraux.

5 HRI, des marchés à la portée de tous

Organisé par le Regroupement des Tables de concertation bioalimentaire du Québec (RTCBQ)

D'une région à l'autre, plusieurs initiatives sont mises de l'avant par les Tables de concertation bioalimentaire du Québec (TCBQ) afin d'accompagner les producteur-rices-transformateur-rices de chacune des régions et bien comprendre leurs besoins dans l'objectif d'intégrer des produits québécois sur les différents marchés bioalimentaires. Grâce à cet atelier, les participant-es ont pu découvrir les opportunités de quelques-unes de ces initiatives qui touchent les volets développement socio-économiques et permettant autant l'éducation, la sensibilisation que l'approvisionnement en produits locaux.

Nos quatre panélistes :

- Dominique Blondin, Coordinatrice de La Montérégie, le Garde-Manger du Québec
> Action concertée Montérégie
La Montérégie, le Garde-Manger du Québec, la Stratégie bioalimentaire Montérégie et Tourisme Montérégie se sont alliés afin de mettre en œuvre un projet qui vise le déploiement d'actions concertées pour favoriser la présence d'aliments régionaux à travers le marché HRI.
- Camille Tremblay-Lalancette, Agente de développement, Le Bon goût frais des Îles-de-la-Madeleine
> En misant sur le plaisir et l'apprentissage par l'expérience, le projet Cuistots aux Îles accompagne les jeunes madelinots entre 3 ans et 16 ans et leurs familles dans le développement de connaissances et de compétences pratiques en matière d'alimentation.
Notre vision : Éveiller une génération de Madelinots engagés et autonomes en matière d'alimentation en les sensibilisant aux dimensions sociales, culturelles et environnementales pour les guider vers des choix éclairés et responsables.



- Émilie Tremblay, Directrice de projets, Table agroalimentaire du Saguenay-Lac-Saint-Jean
> Les Petits Ambassadeurs

Les Petits ambassadeurs est une démarche mobilisatrice visant à faciliter le maillage entre l'industrie bioalimentaire et les services de garde éducatifs à la petite enfance, aux quatre coins du Québec.

Notre vision : voir tous les enfants du Québec connaître, célébrer et savourer l'identité alimentaire de leur région et devenir des adultes sensibilisés à la provenance des aliments.

- Rosalie Drum, Agente à l'accès aux marchés, Regroupement des Tables de concertation bioalimentaire du Québec

Ouvrons le chemin aux produits d'ici!



Cet outil soutient les producteur·rices et transformateur·rices québécois en améliorant la visibilité et l'accès aux marchés pour les produits locaux, un atout clé pour le secteur bioalimentaire.

Pour avoir plus d'informations au sujet des projets RTCBQ écrivez à mcbeaule@rtcbq.com

Pour en savoir plus :

[Action concertée Montérégie](#)

[Cuisstots des Îles](#)

[Petits Ambassadeurs](#)

[Cartographie des distributeurs régionaux](#)

6

De la coop alimentaire à l'épicerie solidaire, les commerces de proximité : pierre angulaire des systèmes alimentaires territoriaux

Organisé par le Chantier de l'économie sociale, la Fédération des coopératives alimentaires du Québec et l'Estuaire coop de travail

L'objectif de l'atelier était de présenter les caractéristiques et les modèles de coopératives alimentaires de proximité et d'épiceries solidaires. Olivier Riopel de la FCAQ a brièvement présenté les caractéristiques des coopératives alimentaires en donnant quelques exemples de coops en région. Vanessa Girard Tremblay de Estuaire coop a identifié les différents éléments définissant les modèles d'épiceries solidaires. Les épiceries de proximité sont une des solutions les plus structurantes à explorer pour améliorer l'accès à notre alimentation sur le territoire et pour se réapproprier notre alimentation.

Différents organismes – Au Panier de Chomedey, Ti Frais - épicerie de quartier, La Coopérative de solidarité des Stokoïses-Stokoïses et l'épicerie populaire 3 Paniers du Carrefour solidaire CCA - sont venus témoigner des différents défis relatifs à l'atteinte de la viabilité financière, de l'ancrage dans leur communauté et des aspects innovants de leurs projets. Ils ont également partagé certaines des conditions favorables à l'émergence d'initiatives similaires. Un des constats est que les épiceries collectives ont toutes la mission de répondre aux besoins alimentaires de leurs membres et de leur communauté et innovent dans les moyens de rendre l'alimentation plus accessible (physiquement et/ou économiquement et/ou culturellement). En effet, les épiceries de l'économie sociale jouent donc effectivement le rôle de pierres angulaires de SAT.



Lors des échanges, l'approvisionnement est apparu comme un défi majeur. Les obstacles vont de la difficulté à diversifier les fournisseurs, particulièrement en région éloignée, aux enjeux logistiques, en passant par l'accès limité à des prix compétitifs pour certains produits. Par ailleurs, il est clairement ressorti que la gestion d'un commerce alimentaire requiert des compétences spécifiques, essentielles à la réussite de ces initiatives. Être épicier·ière est une profession. Enfin, le fait que de nombreux commerces alimentaires d'économie sociale ont tendance à s'implanter dans des zones délaissées par les grandes chaînes afin de répondre aux besoins délaissés par celles-ci complexifie leur viabilité financière, rendant souvent nécessaire un soutien initial de partenaires. Leur succès repose non seulement sur l'équipe terrain, mais aussi sur l'engagement du milieu qui les accueille, les soutient et contribue activement à leur émergence et à leur pérennité.

Il est également ressorti un grand intérêt à se regrouper et à échanger, notamment par la mise en place d'une communauté de pratique autour des commerces alimentaires de proximité. Cet espace d'échange permettrait de valoriser les bonnes pratiques, de partager les défis rencontrés et de renforcer la coopération entre les initiatives existantes. Ce serait certainement une initiative structurante qui pourrait faire la différence.

7

Les impacts bénéfiques des programmes d'alimentation scolaire dans les SAT

Organisé par le Collectif québécois de la Coalition pour une saine alimentation scolaire

Il ressort dans l'atelier que les programmes d'alimentation scolaire et de littératie alimentaire ont un impact positif majeur sur les SAT. Ils renforcent les chaînes d'approvisionnement locales en établissant des partenariats entre les écoles, les producteur·rices et les transformateur·rices, ce qui stimule l'économie régionale et locale. De plus, ces programmes garantissent un meilleur accès à une alimentation saine et durable pour tous les élèves, réduisant ainsi les inégalités sociales et favorisant une amélioration notable de la santé physique et mentale des enfants.

Ces initiatives facilitent également la coordination entre les acteurs des SAT, ce qui renforce la résilience des systèmes alimentaires face aux défis économiques et environnementaux.

Voici les bienfaits que pourraient avoir les programmes d'alimentation scolaire :

Sur le plan de la santé mentale et du bien-être, ils renforcent le sentiment de compétence et de confiance des enfants, diminuent la stigmatisation liée aux repas et favorisent l'intégration des nouveaux arrivant·es par le partage culinaire des cultures. Ils améliorent la santé des élèves en favorisant une meilleure alimentation, ce qui se traduit par de meilleures capacités d'apprentissage. Ils contribuent aussi à la réduction du stress chez les parents en allégeant la préparation des repas. Au niveau scolaire, ils créent un environnement apaisé, réduisent la charge des enseignant·es et renforcent les liens sociaux dans la communauté. Ils encouragent également l'éducation alimentaire des enfants, qui influencent positivement les pratiques alimentaires et la santé, du reste de la famille.

Économiquement, ces programmes allègent le budget des familles, favorisent la réinsertion socio-professionnelle et créent des emplois dans toute la chaîne d'approvisionnement, de la production à la distribution.

En termes d'environnement, ces programmes sensibilisent au gaspillage alimentaire et favorisent l'économie circulaire et l'achat local. Ils stimulent la production locale, la diversification agricole et la résilience des SAT, tout en contribuant à la réduction des inégalités sociales de santé. Ces programmes, en développant les compétences culinaires et en encourageant une consommation responsable, ont un effet bénéfique sur la santé planétaire.

Pour consulter l'intégralité des notes et idées des participants pour chaque catégorie de bienfaits, cliquez [ICI](#).





8

Une approche proactive et collaborative pour le plaidoyer provincial en alimentation scolaire

Organisé par le Collectif québécois de la Coalition pour une saine alimentation scolaire

Grâce aux discussions entre les participants, voici quelques actions de plaidoyer qui pourraient être mises en place pour sensibiliser et mobiliser les différentes parties prenantes en alimentation scolaire :

La Grande Croquée - Automne 2025

- **DIFFUSER** l'initiative pour que les organismes se jumellent à une de leurs écoles pour réaliser l'événement.
- **ADAPTER** aux saveurs locales
- **ENVOYER** un lot de pommes à l'assemblée (1 pomme par pupitre)

Les parties prenantes à impliquer :

- Comme fournisseurs potentiels de la denrée : organismes, producteurs, transformateurs
- Porteurs-diffuseurs de messages : tables locales, traiteurs, fédérations des comités de parents
- Ministères et directions régionales et les municipalités
- Médias (opération RP), émission de grande écoute, radio

Jeunes ambassadeurs de l'alimentation scolaire

- **DONNER** la parole aux jeunes sur leur vécu via des témoignages
- **RÉCOLTER** des données de manière plus anonyme (ex. sondage d'impact)

- **CIBLER** des impacts à valoriser (ex. jeunes qui se découvrent une passion)
- **METTRE EN PLACE** une stratégie RP avec des groupes d'utilisateurs - Miser sur le numérique, les lieux de streaming, les Maisons des jeunes, les lieux sécuritaires
- **CIBLER** certains événements (ex. mois thématique, février : recettes réconfortantes, automne mois des récoltes)
- **COMBINER** des actions avec des ambassadeurs/influenceurs tendances, des défis et challenges existants.

Les parties prenantes à impliquer :

- Jeunes à l'école et hors du cadre scolaire (ex. CJE, Maisons des jeunes)
- Les équipes-écoles et les parents
- Influenceurs sur médias sociaux et les artistes
- Députés provinciaux

Plaidoyer en alimentation scolaire en contexte provincial

- **METTRE EN VALEUR** les histoires à succès
- **DÉVELOPPER** le plaidoyer par les enfants
- **FAVORISER** la recherche sur les retombées locales \$\$ et les retombées en santé
- **UTILISER** la Politique alimentaire comme momentum : occasion de créer un lien santé publique
- **DEMANDER** une prise de position des santés publiques via les TIR-SHV

Les parties prenantes à impliquer :

- Enfants/parents/milieu scolaire: les faire participer et nommer leurs intérêts et bénéfiques
- Organisations en économie sociale : documenter l'impact de leurs actions sur la stabilité du programme
- Mobiliser les CSS : doivent aussi se considérer comme des acteurs clés

Pour consulter l'intégralité des notes et idées des participants pour chaque thématique de plaidoyer, cliquez [ICI](#).



**Coupons nourriciers au Québec :
opportunités de collaboration pour soutenir
les systèmes alimentaires locaux et favoriser
l'accès à une saine alimentation**

Organisé par le Carrefour solidaire

L'atelier sur les coupons nourriciers, qui s'est déroulé à deux reprises, a permis de soulever plusieurs constats importants concernant l'accès aux aliments sains et locaux pour les ménages à faible revenu. L'initiative de la Carte proximité, présentée par le Carrefour solidaire et illustrée par l'expérience de François Pays, directeur général de la Table de concertation sur la faim et le Développement social de l'Outaouais, a suscité un fort engouement. Il est également soulevé que les coupons nourriciers peuvent représenter un levier efficace dans les zones moins bien desservies en produits locaux. L'atelier a mis en lumière l'importance de ce type de projet pour renforcer les circuits courts et favoriser un accès équitable aux produits alimentaires, tout en répondant aux enjeux territoriaux.

Les participant-es ont pu identifier plusieurs enjeux et défis à surmonter pour réussir à mettre à l'échelle ces

initiatives, notamment l'iniquité des territoires, l'accès limité à certains produits locaux dans certaines régions, ainsi que des difficultés liées à la mobilité, l'accès à Internet et la recherche de financement.

Lors du premier atelier, Anne-Marie Aubert a souligné l'importance de distinguer les programmes de coupons nourriciers de ceux qui ne se concentrent pas spécifiquement sur l'accès aux aliments locaux et sains. Elle a également partagé le travail de réflexion mené par des acteur-rices à Montréal, visant à établir des principes directeurs pour faire avancer la création d'un programme national. Un guide a par ailleurs été élaboré pour inciter d'autres régions à emboîter le pas.

Les propositions issues de ces échanges incluent la pérennisation de la Carte proximité, son expansion dans d'autres territoires et la création d'une coalition pour renforcer le plaidoyer en faveur de telles initiatives. Le besoin de financement et de soutien politique pour soutenir ces projets à long terme a également été mis en avant. L'atelier a donc permis de définir des pistes concrètes pour rendre ces initiatives plus accessibles et durables.

« Il y a ceux qui produisent, ceux qui transforment, qui distribuent et qui revalorisent, mais il y a aussi ceux qui donnent vie aux aliments par leurs créations culinaires et qui permettent aux mangeurs de se rassembler et de tisser des liens. »

Participante du Forum SAT 2025



Cocréer des systèmes alimentaires circulaires avec le Lab SA

Organisé par le Lab systèmes alimentaires

L'équipe du Lab systèmes alimentaires (Lab SA) a commencé par présenter les bases de l'économie circulaire (EC), ainsi que les stratégies de circularisation des systèmes alimentaires. La démarche du Lab SA, ainsi que les premiers projets de recherche et expérimentation en démarrage dans ce cadre, ont également été dévoilés. Les participant-es étaient ensuite invité-es à travailler en sous-groupe, en reprenant la méthodologie d'ateliers de cocréation du Lab SA.

D'abord, il a été demandé aux participant-es s'ils et elles mettaient déjà en œuvre certaines stratégies d'économie circulaire dans le cadre de leurs activités. Sinon, elles et ils devaient identifier les freins récurrents à cette mise en œuvre, d'un organisme à l'autre autour de leur table. Ensuite, les participant-es étaient encouragé-es à proposer des solutions concrètes pour lever les freins identifiés.

Voici les principaux constats ressortis des discussions. Premièrement, des freins, et donc des leviers importants pour plus de circularité doivent provenir des institutions publiques. Ces institutions pourraient notamment favoriser la communication entre les divers ministères et instances publics, et proposer des réglementations et incitatifs financiers, ainsi que des formulaires associés, transversaux et alignés avec les objectifs de l'EC. Les institutions publiques devraient également aligner les objectifs des différentes branches gouvernementales autour de l'EC, car celle-ci peut répondre à de nombreux enjeux environnementaux, sociaux et économiques (santé, alimentation, renfort des économies locales, etc.). Pour ce faire, les représentant-es politiques et employé-es gouvernementaux devraient être sensibilisé-es à l'économie circulaire.

D'autres constats étaient :

- Le besoin de favoriser la collaboration entre les acteur-ices économiques, et de faciliter la mutualisation de ressources et d'équipements;
- L'importance de mettre en lumière la recherche académique autour de l'EC, en facilitant l'accès aux savoirs grâce à la vulgarisation scientifique;
- Développer de meilleures stratégies de communication pour améliorer les connaissances autour de l'EC, et augmenter le niveau de littératie alimentaire.

En conclusion, cet atelier a permis d'établir la nécessité de tisser des liens, pour sortir des silos et travailler ensemble pour des systèmes alimentaires québécois plus durables et résilients grâce à l'économie circulaire.

L'économie circulaire : un renfort pour les pêcheries du Québec

Organisé par le Lab systèmes alimentaires et le CIRADD

L'atelier a commencé par une introduction sur les principes et stratégies de l'économie circulaire, appliqués aux systèmes alimentaires. S'en est suivi une présentation du Lab systèmes alimentaires (Lab SA), initiative du CERIEC et de La Transformerie, et du projet co-porté par le CIRADD dans le cadre du Lab SA. Ensuite, l'équipe du CIRADD a présenté les travaux du collectif Mange ton Saint-Laurent, ainsi que le projet porté dans le cadre du Lab, comme des exemples de mises en œuvre des stratégies d'économie circulaire pour renforcer le secteur des pêches au Québec. Enfin, les participant-es ont été invité-es à travailler en sous-groupes pour identifier quelles stratégies d'économie circulaire pourraient appuyer les systèmes alimentaires du Québec, dont les pêcheries.



Lors des discussions, les participant·es ont affirmé que l'économie circulaire peut répondre à de nombreux enjeux des systèmes alimentaires québécois, notamment en mettant en valeur la grande diversité des aliments du Québec. Les stratégies d'économie circulaire discutées étaient : l'action de repenser les modes de production, dont les méthodes de pêches; l'écoconception d'aliments; la valorisation de l'entièreté des ressources vierges extraites (dont les prises accidentelles en pêches); ou encore, l'optimisation du transport de denrées alimentaires grâce à la mutualisation. Ces stratégies permettraient également de renforcer les économies locales.

Enfin, les participant·es ont souligné l'importance de l'éducation, de la littératie alimentaire, et des connaissances de nos ressources territoriales pour assurer la transition socioécologique des systèmes alimentaires québécois.

12 Le droit à l'alimentation : cultiver le dialogue

Organisé par le Regroupement des cuisines collectives du Québec

L'atelier Le droit à l'alimentation – Cultiver le dialogue proposé par le Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ) réunissait différents profils d'actrices et

d'acteurs des systèmes alimentaires – un couple de producteurs agricoles de la région de Saint-Hyacinthe, une conseillère municipale de Plessisville et une « mangeuse » de Havre-Aubert, aux Îles-de-la-Madeleine. Lors des riches échanges entre ces intervenant·es, il a été question des difficultés des producteur·rices agricoles de trouver l'équilibre entre durabilité, accessibilité et rentabilité et le manque de soutien aux modèles alternatifs de production agroalimentaire, des barrières que doivent franchir les élu·es municipaux pour agir efficacement et durablement sur les systèmes alimentaires et des enjeux d'accès aux aliments pour les populations des régions éloignées comme les Îles-de-la-Madeleine, et plus particulièrement de l'accès aux produits de la mer qui sont de plus en plus difficilement accessibles pour les locaux.

L'objectif de cet atelier était de démontrer concrètement les bénéfiques que le droit à l'alimentation peut apporter aux systèmes alimentaires québécois en liant les enjeux soulevés par les panélistes aux différents éléments du droit à l'alimentation. Il a été possible d'explorer les retombées positives qu'aurait une loi-cadre sur le droit à l'alimentation sur la production, la distribution et l'accès à une alimentation adéquate et durable.

Ce dialogue a permis de mettre en lumière le rôle incontournable et structurant du droit à l'alimentation pour renforcer la résilience, l'équité et la durabilité des systèmes alimentaires au service des communautés.

Pour en savoir davantage sur ce droit et sur la campagne de mobilisation du RCCQ en faveur de l'adoption d'une loi-cadre sur le droit à l'alimentation par le gouvernement du Québec, consultez le www.droitalimentation.org

« J'y perçois une forte mise en action, une communauté d'acteurs qui se consolide et un appel à ceux qui n'y sont pas encore présents, les invitant à se joindre à cette grande table afin d'enrichir les discussions. »

Participant du Forum SAT 2025



Favoriser la concertation territoriale pour aller plus loin ensemble : lancement du Guide pour une communauté de pratique sur mon territoire

Organisé par Équiterre, Commun'assiette

I - Présentation de Commun'assiette et lancement d'un nouvel outil

Commun'assiette rassemble deux communautés de pratique et un portail web dédiés à l'approvisionnement alimentaire institutionnel durable. Créée à Montréal en 2020, puis en Montérégie en 2023, cette initiative favorise la collaboration, le partage d'expertise, le réseautage et le développement de bonnes pratiques.

Forte de plusieurs années d'expérience en animation de communautés de pratique, l'équipe d'Équiterre met aujourd'hui son expertise à disposition de toutes et tous avec le Guide pour mettre en place une communauté de pratique sur son territoire. À travers théorie et exemples concrets, cet outil propose des clés pour structurer une démarche de concertation ou en renforcer une existante.

II - Panel de discussion

Ce panel a mis en lumière différentes approches de la concertation, avec les expériences de Zone boréale (Saguenay–Lac-Saint-Jean) avec Nancy Ouellet, de Commun'assiette Montérégie avec Marjorie Lebeuf-Binette, et l'éclairage d'Alain Girard qui mène une recherche-action

sur des initiatives d'innovation sociale et de concertation en cours, mais travaillants de manière indépendante sans instances formelles de concertation.

Les grands enseignements :

Mener une initiative de concertation demande humilité, confiance et patience. Il faut savoir écouter, accepter l'erreur et s'adapter aux imprévus. Les communautés de pratique n'échappent pas à ces défis : leur mise en place demande du temps et de la flexibilité. Il y aura forcément des ajustements à faire en cours de route, et c'est normal.

La concertation mobilise l'intelligence collective et permet à des acteur(-trice)s diversifié(e)s d'échanger. Elle permet aussi d'aller plus loin ensemble, en créant des synergies territoriales, en renforçant les initiatives existantes.

Pour assurer une mobilisation durable, il est essentiel de valoriser les participant(e)s, de renforcer le sentiment d'appartenance et de créer une identité commune qui suscite la fierté.

Il existe différentes formes de concertation, la communauté de pratique en est un exemple. Et à ce titre, le Guide produit par Équiterre peut être une ressource précieuse pour structurer ou renforcer une démarche collective, en intégrant ces apprentissages et en anticipant les défis.

Envie d'en savoir plus sur les communautés de pratique et la concertation? Consultez le [Guide pour mettre en place une communauté de pratique sur son territoire!](#)

« Comme me disait Laurence Guillaumie, et faisant écho à mes ateliers, il faut sortir de la mentalité que la transition n'est que la somme de projets sur le terrain. Ça prend absolument une gouvernance territoriale qui se responsabilise et une coordination dédiée pour structurer les interventions afin que les partenaires ne s'essouffent pas. »

Participant du Forum SAT 2025



Rassemblement final

Regard d'une chercheuse

Pour débiter ce bloc final, Laurence Guillaumie, professeure titulaire à la Faculté des sciences infirmières de l'Université Laval et coordonnatrice du Regroupement des chercheur-ses SAT du Pôle bioalimentaire de l'INAF, a posé son regard sur les nombreux enjeux et défis des SAT soulevés tout au long de l'événement. Elle évoque d'abord que l'ambition des SAT demeure très grande : réduire les inégalités induites par le système alimentaire mondialisé dominant en travaillant de manière intersectorielle avec les parties prenantes des territoires. C'est à l'échelle plus locale qu'une résilience et une adaptation face aux crises est souvent plus facile à amorcer pour la transition socioécologique des systèmes alimentaires. Cependant, le financement n'est pas nécessairement au rendez-vous pour les démarches territoriales et elles finissent par avoir moins de portée et être constamment à la recherche de financement. Il en est de même pour les agriculteur-rices et transformateurs à petites échelles qui peinent à trouver du financement. De ce fait, la chercheuse rappelle qu'une reconnaissance de la pertinence des SAT est nécessaire à toutes les échelles d'intervention. Bien que la participation des acteur-rices et des citoyen-es soit au cœur des systèmes alimentaires, Laurence fait appel à la vigilance quant à la sursollicitation.

Elle suggère que la justice sociale, qui inclut la justice alimentaire, la justice environnementale et bien d'autres, reste l'idéale à atteindre. Pour atteindre des SAT justes et équitables, la chercheuse a porté à notre attention que la souveraineté alimentaire des Premières nations et Inuit est cruciale et que les acteur-rices des régions doivent tenter de renforcer leur collaboration avec elles.

En terminant, Laurence met en évidence les crises dues à la mondialisation, où les cultures sont menacées et

traversent parfois des guerres, et durant lesquelles les femmes, les personnes immigrantes et les communautés marginalisées sont les premières victimes de la répression. Il faut donc chérir les liens humains sous toutes leurs formes, dont ceux créés au sein des SAT.

Visionnez l'enregistrement de son intervention [ICI](#).

À la une, la parole à des mobilisations collectives

Le droit à l'alimentation, le mouvement de l'économie sociale et le Chantier PASUQ se trouvent présentement à des moments charnières de leur mobilisation au Québec. Jessica Dufresne, Maude Brossard-Sabourin et Danie Martin, les représentantes de chacun de ces mouvements interreliés au déploiement des SAT, nous ont donc rappelé leur cheminement avant d'amorcer la réflexion sur l'avenir du Forum SAT.

Après plusieurs années de travail et de consultation, le Regroupement des cuisines collectives du Québec a mis en place un [mouvement pour le droit à l'alimentation](#) et demande au gouvernement du Québec d'adopter une loi-cadre sur le droit à l'alimentation. Cette loi-cadre permettrait que l'alimentation saine et durable pour tout le monde soit une responsabilité étatique abordée de manière systémique. Elle serait une boussole pour l'agriculture locale, l'amélioration des revenus, l'alimentation scolaire et la protection du territoire, entre autres. Jessica Dufresne a annoncé la tenue d'un Sommet sur le droit à l'alimentation en 2026. À suivre!

L'économie sociale est étroitement liée à l'ancrage territorial que veulent incarner les systèmes alimentaires. C'est une solution pour changer de paradigme économique et s'assurer que les investissements financiers d'une communauté demeurent dans cette communauté. Une vision provinciale pour prendre soin de nos collectivités est nécessaire et c'est ce que le mouvement de l'économie sociale met de l'avant avec le Chantier de l'économie sociale. Les CPE, les soins de santé à domicile et les logements en économie sociale permettent l'accès pour tout le monde à des services essentiels sans dépendre complètement des financements des gouvernements. Le mouvement soutient les systèmes alimentaires et l'alimentation est l'un des sujets au cœur du [Sommet de l'économie sociale](#) les 14 et 15 mai 2025 à Montréal.



Pour le Chantier PASUQ, les programmes d'alimentation scolaire au Québec auraient des retombées multiples, pour les agriculteur·rices, pour l'estime de soi et la santé mentale des enfants et pour l'environnement. Dans les pays qui ont instauré des programmes d'alimentation scolaire, le retour sur l'investissement en alimentation scolaire est de 2,5 à 7 fois en termes de santé humaine et d'impacts économiques positifs. Au moment du forum, seules six provinces et une organisation inuit avaient signé une entente sur trois ans avec le gouvernement fédéral pour mettre en place un programme d'alimentation scolaire. Une entente a été signée avec le Québec depuis. Ce que promeut le Chantier PASUQ depuis des années est la mise en place de programmes intégrés qui répondent aux besoins des communautés.

Discussions et partages sur les suites pour le mouvement des SAT et le Forum SAT

Après une courte présentation des principaux constats qui ressortent des ateliers thématiques des deux jours d'événement, l'équipe du Forum SAT a présenté la démarche de gouvernance que le Forum SAT a entamée en 2024, soit la mission, la vision ainsi que les objectifs de la démarche. En gardant ces éléments en tête, les participant·es étaient ensuite invité·es à répondre aux questions suivantes à leur table : « En tant que démarche collective, quelle action du Forum SAT devrait être priorisée? » et « Quelle sera votre contribution à la réalisation de cette action ». Le Forum SAT étant une démarche collective, il était important que tout le monde partage sa vision pour la suite du mouvement.

Les participant·es ont émis des recommandations quant aux éléments à prioriser. Le besoin d'un plaidoyer politique rassembleur qui pourrait être adopté par tous les partenaires de façon efficace a été nommé à plusieurs reprises. Le contexte géopolitique actuel est vu comme une opportunité pour mettre de l'avant des initiatives qui s'inscrivent dans l'approche des SAT et qui font consensus comme l'alimentation scolaire. L'importance de poursuivre la mobilisation régionale, de favoriser le maillage entre les régions et les initiatives et de soutenir le déploiement de SAT ont aussi été mentionnées. Des communications allant dans ce sens ont aussi été réclamées, tels que des

infolettres sur les bons coups, des outils pour soutenir les populations marginalisées et des mécanismes pour favoriser les liens avec les chercheur·ses et la réalisation de recherches qui suivent les projets et initiatives dans les territoires. Avoir des communications plus spécifiquement pour les municipalités et les citoyen·nes et mettre de l'avant des indicateurs ou des exemples de SAT a également été rapporté.

Tout ce qui a été partagé par écrit et mentionné par les participant·es lors de cette discussion, ou encore inscrit sur les affiches dans l'espace commun, sera compilé pour l'élaboration de la planification stratégique du Forum SAT.





Appel à l'action et mot de la fin

Les initiatrices du Forum SAT, Nancy Neamtan, Anne Marie Aubert et Danièle Savoie, ont clôturé l'événement. Elles ont souligné que malgré le climat géopolitique ambiant, les SAT sont une preuve de résistance face au découragement que peut faire ressentir l'actualité. Lors des deux jours, les participant-es ont prouvé leur volonté à travailler ensemble et leur capacité pour renforcer le mouvement. La solution de diversification des marchés d'exportations n'est pas une solution aussi viable que la reterritorialisation de notre alimentation et d'espérer que la vision SAT devienne une norme et non une exception. La mission du Forum SAT actuelle peut sembler ambitieuse, mais elle est nécessaire pour amorcer des changements profonds. La résilience, la persévérance et les stratégies communes sont de mise pour les suites du Forum SAT. L'objectif du premier forum était de rassembler les secteurs et les régions et avec le temps, l'espace d'échange qu'est devenu le Forum SAT depuis 2022 répond à un besoin et les parties prenantes des SAT se le sont approprié. Comme nous sommes de plus en plus nombreux-ses dans cette démarche, les trois initiatrices souhaitent que celle-ci soit reprise collectivement.

La suite pour le Forum SAT

L'événement du Forum SAT 2025 a suscité une forte mobilisation d'une diversité d'acteurs liés aux systèmes alimentaires territoriaux qui ont exprimé un désir de poursuivre cette démarche collaborative et se sont engagés à contribuer activement à sa réussite. Cette vaste mobilisation est une preuve tangible que le Forum SAT répond à un besoin clair de mieux travailler ensemble et de développer un langage et des priorités communes pour l'avenir des SAT au Québec.

Le lancement du membrariat ayant été annoncé en clôture de l'événement du Forum SAT 2025, les prochains mois sont déterminants pour assurer la mobilisation et l'engagement des partenaires pour les suites du Forum SAT. D'une part, un formulaire sera lancé afin que les membres s'identifient par profil et soumettent leur candidature pour faire partie du prochain comité aviseur. Une assemblée des membres se tiendra au printemps 2025 pour déléguer les nouveaux membres du comité aviseur de la nouvelle structure de gouvernance. Les 15 à 18 membres du comité aviseur proviendront de différents profils : des acteur-rices provenant de concertation territoriale, des acteur-rices de réseaux sectoriels et des acteur-rices de soutien et de la recherche. Il y aura également un siège dédié aux Premières Nations et Inuit.

Afin de conserver l'élan de cette mobilisation nationale et d'assurer son ancrage dans l'écosystème des systèmes alimentaires territoriaux, le nouveau comité aviseur sera chargé de l'élaboration de la nouvelle planification stratégique qui permettra de concrétiser la mission, la vision et les objectifs de la démarche du Forum SAT présentés plus haut.

Visionnez l'enregistrement du rassemblement final [ICI](#).





Nouveautés et moments phares

Appui pour la signature d'une entente pour mieux financer l'alimentation scolaire au Québec

Après avoir présenté les nouvelles actualités de leur mouvement respectif lors du rassemblement final du 26 février, Maude Brossard-Sabourin du Chantier de l'économie sociale et Jessica Dufresne du Regroupement des cuisines collectives ont invité les participant-es à se lever pour appuyer le Chantier PASUQ et ainsi mettre de la pression pour la signature d'une entente entre les gouvernements fédéral et provincial pour un programme d'alimentation scolaire au Québec. Cette prise de position collective fut l'un des moments phares de l'événement, nous rappelant que le mouvement des systèmes alimentaires territoriaux s'engage à soutenir les initiatives structurantes pour renforcer l'autonomie et la sécurité alimentaires au Québec et à porter cette voix collective.

Visites terrain du 24 février

La veille du Forum SAT 2025, une trentaine de participant-es ont visité des initiatives de la région de la Montérégie dans

le cadre des Circuits découvertes organisés en collaboration avec l'équipe de la Stratégie bioalimentaire de la Montérégie. Le premier circuit *Les innovations dans le secteur bioalimentaire* proposait de découvrir différentes manières d'innover dans le secteur, soit à travers le visite d'une usine pilote de transformation alimentaire (Centre de recherche et de développement de Saint-Hyacinthe), d'un centre multisensoriel (Centre Humani) et des initiatives de glanages (Alternative Aliment-Terre et les Complices alimentaires).

Le deuxième circuit *La collectivité en action* explorait quant à lui des entreprises et des organismes engagés dans la transition alimentaire de la région, telles que Crème Boulangerie qui revalorise la drêche et évite le gaspillage alimentaire; Moisson Maskoutaine qui réunit les organismes communautaires d'aide alimentaire; et le Comité de citoyens pour la protection de l'environnement maskoutains (CCCPEM) qui fait de la sensibilisation en matière d'environnement et d'agriculture urbaine.

« Un immense merci au comité de coordination du Forum SAT et à tous les participants pour cet élan de mobilisation. Continuons à faire entendre notre voix pour que chaque enfant ait accès à une alimentation et à une éducation alimentaire de qualité à l'école. »

Collectif québécois pour une saine alimentation scolaire - Forum SAT 2025



Installation photographique - *S'alimenter est un geste de relation*

Présentée par la photographe Rachel Cheng, l'exposition de photos explorait la signification de vivre et de manger ici au Québec, qui soulève des questions sur l'accès équitable à une alimentation saine au fil des saisons. L'installation retraçait le parcours des aliments : les longues bannières représentant la nature interconnectée de nos communautés et systèmes alimentaires. ([Site web](#) de l'artiste)



Kiosques des partenaires

À l'accueil des participant·es de la première journée, une dizaine de partenaires de soutien et de la recherche ont tenu des kiosques dans le Foyer du Centre des congrès pour présenter la mission et les outils développés par leurs organisations ainsi que le contenu de leur recherche.

Espace régions

Tout au long du forum, sur les murs et des tables autour de la grande salle, l'Espace régions rassemblait les affiches régionales produites en 2022 avec la possibilité de mettre à jour les informations sur les nouvelles initiatives et projets ainsi que les forces et bons coups dans chaque région.

L'ensemble des participant·es étaient invité·es à bonifier l'affiche de leur région et à prendre connaissance des avancées et défis des autres régions. De plus, les maillages identifiés dans le cadre du projet soutenu par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE) ont été identifiés pour chaque région.

Des repas et collations inspirés des saisons et des produits locaux

Nombreux·ses sont les participant·es qui ont mentionné avoir été épaté·es par la qualité des repas servis par le Centre des Congrès de Saint-Hyacinthe pendant l'événement. Considérant la nature du forum, la brigade culinaire a mis de l'avant un maximum de produits locaux, en précisant la provenance et le nombre de kilomètres entre la ferme et l'assiette. Le premier dîner était entièrement végétarien et le deuxième était à 75 % végétarien. Nous saluons également le professionnalisme et l'efficacité du Centre des congrès dans la gestion des allergies ou préférences alimentaires des participant·es. Nous avons souligné ce grand travail d'équipe en remerciant la brigade complète en fin d'événement.

Guide de participation

Afin de rassembler toutes les informations pratiques de l'événement, le [Guide de participation du Forum SAT 2025](#) a été élaboré. On y retrouve entre autres la programmation, les descriptions des ateliers thématiques, les biographies des conférencier·ières et panélistes, la définition d'un SAT et les nouveaux fondements de la démarche du Forum SAT.

« Il y a ce moment mémorable lors du Forum où la foule s'est levée pour applaudir la brigade en cuisine du Sheraton. Ça m'a fait réaliser que souvent, on oublie de considérer ces acteurs du système alimentaire. »

Participante du Forum SAT 2025



Retombées médiatiques et rayonnement

Le forum SAT 2025 a généré une couverture médiatique significative, témoignant de l'intérêt des médias pour les enjeux des systèmes alimentaires territoriaux.

Mentions dans les médias

● Article dans *La Voix de l'Est* (26 février 2025)

L'article signé par Yvon Laprade met en lumière les défis actuels de l'autonomie alimentaire et la nécessité d'une vision commune de l'agriculture. Notre co-coordonnatrice Florence Roy-Allard y est citée aux côtés de Frédérique Lavallée (Écobœuf). [Lien vers l'article](#)

● Entrevue radio – *Estrie 107,7 FM* (27 février 2025)

Une entrevue en direct a permis de discuter des grands enjeux soulevés lors du Forum SAT. (Extrait non disponible)

● Communiqué de presse conjoint avec le Chantier de l'économie sociale

Suite à l'adoption d'une résolution lors du rassemblement final, un communiqué a été publié en partenariat avec le Chantier de l'économie sociale pour souligner l'urgence de conclure une entente entre Québec et Ottawa sur l'alimentation scolaire. [Lien vers le communiqué](#)

● Lettre d'opinion des co-coordonnatrices dans *Le Devoir*, 11 mars 2025

Co-signée par les co-coordonnatrices du Forum SAT, cette lettre souligne la nécessité d'un ancrage territorial pour renforcer l'autonomie et la résilience alimentaires du Québec. [Lien vers la lettre](#)

Rayonnement sur les médias sociaux

● Engagement sur LinkedIn

Pendant la semaine de l'événement, nos publications autour du Forum SAT 2025 ont généré plus de 3800 impressions, 189 réactions et des dizaines d'abonnements à notre compte LinkedIn ainsi qu'à notre infolettre.

● Mentions du Forum SAT

Plusieurs organisations et intervenant-es ayant participé à l'événement ont relayé nos contenus et partagé leurs apprentissages pendant et suite au forum, renforçant la visibilité de l'événement auprès d'un réseau élargi.

Crise après crise, il est temps de miser sur nos territoires pour nourrir le Québec



Photo: Jacques Hudeau Archives Le Devoir. L'appui aux fermes et aux distributeurs québécois doit être politique, intégré et constant, estiment les auteurs.

Florence Roy-Allard et Laurence Deschamps-Léger

Les auteurs sont co-coordonnatrices du Forum sur les systèmes alimentaires territoriaux (SAT).
Publié le 11 mars

Depuis plusieurs semaines, le gouvernement américain oscille entre menaces et recules en envisageant d'imposer de nouveaux tarifs douaniers sur des produits canadiens, tandis qu'Ottawa riposte avec ses propres mesures. Cette *guerre commerciale* ne se limitera pas aux entreprises directement touchées : elle aura aussi des repercussions sur le coût du panier d'épicerie des Québécois.

Dans un contexte où l'inflation alimentaire pèse déjà lourd sur les citoyens, cette nouvelle escalade tarifaire vient fragiliser encore davantage nos systèmes alimentaires. Elle nous rappelle notre dépendance aux importations et l'urgence d'un engagement structurant pour garantir une alimentation accessible, durable et ancrée dans nos territoires. Rappelons-nous que la vague d'appui à l'achat local qui a découlé de la crise de la COVID-19 s'est rapidement estompée. On la voit réapparaître avec la crise actuelle, mais l'appui aux fermes et aux distributeurs québécois doit être politique, intégré et constant.

Le Canada et le Québec sont signataires du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), qui reconnaît entre autres le droit à l'alimentation, mais ce dernier ne bénéficie pas d'une reconnaissance légale dans notre système juridique. Une loi-cadre sur le droit à l'alimentation assurerait l'accès de tous à une alimentation adéquate et des conditions de vie justes et dignes pour les personnes travaillant dans tous les secteurs de l'alimentation. Plus encore, elle garantirait la durabilité de nos systèmes alimentaires au Québec.

Les 25 et 26 février derniers, à Saint-Hyacinthe, plus de 350 acteurs de l'alimentation, issus des 17 régions du Québec, se sont rassemblés dans le cadre du Forum sur les systèmes alimentaires territoriaux (SAT). Notre objectif : trouver des solutions concrètes pour renforcer notre autonomie alimentaire et accélérer la transition sociécologique en alimentation.

Un changement de paradigme nécessaire

Et les solutions existent, partout au Québec ! Sans forcément viser l'autosuffisance, des coopératives agricoles, des circuits courts de distribution, des entreprises privées et d'économie sociale, des organismes communautaires et des municipalités engagées démontrent qu'il est possible et nécessaire de travailler ensemble pour se nourrir durablement. Structurer nos systèmes alimentaires à l'échelle des territoires requiert un changement de paradigme.

Par exemple, un enfant sur cinq vit en situation d'insécurité alimentaire dans la province. Vendredi dernier, Québec a enfin annoncé la signature d'une entente avec le gouvernement fédéral, ce qui vient éviter la perte de millions de dollars destinés à la mise en place d'un programme d'alimentation scolaire structuré. Cette initiative a le potentiel non seulement de nourrir nos jeunes, mais aussi d'intégrer nos agriculteurs et les entreprises locales au réseau d'approvisionnement.

Lors du Forum SAT, les participants se sont alliés au Collectif québécois de la Coalition pour une saine alimentation scolaire afin d'exhorter les gouvernements à conclure cette entente et à assurer un financement stable pour cette initiative porteuse. Nous saluons aujourd'hui cette avancée historique, qui répond à ces appels et qui aura des retombées positives tant pour les enfants que pour de nombreux secteurs en alimentation au Québec.

Nous demandons au gouvernement québécois d'accélérer ses engagements à long terme pour l'autonomie alimentaire en misant sur les modèles agricoles qui améliorent la qualité de vie des producteurs, la diversification des cultures, la vitalité des territoires et qui respectent les limites environnementales de nos écosystèmes. En augmentant également le financement des initiatives territoriales qui contribuent à nourrir en priorité les collectivités locales. En assurant une meilleure coordination entre les ministères et un financement stable pour la concertation des acteurs en alimentation. Et en adoptant une loi-cadre sur le droit à l'alimentation.

Le Forum SAT et les acteurs du terrain sont prêts. Il est temps que nos gouvernements s'engagent pleinement à nos côtés.

Lettre d'opinion des co-coordonnatrices dans *Le Devoir*, 11 mars 2025



Remerciements

Comité de coordination de la démarche du Forum SAT

Anne Marie Aubert,
Conseil du système alimentaire montréalais
Danièle Savoie, REGAL +
Geneviève Huot, Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS)
Jessica Dufresne, Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ)
Maude Brossard-Sabourin, Chantier de l'économie sociale
Nancy Neamtan, conseillère stratégique

Comité organisateur de l'événement national, Forum SAT 2025

Andréane Sabourin, Anne Marie Aubert, Ariane Lebel, Catherine Cyr, Chantal de Montigny, Christine Vigneault Gingras, Danie Martin, Erika Salem, Étienne Croteau, Gabrielle Lagüe, Jessica Dufresne, Lyne Royer, Marie Lacasse, Marie-Christine Beaulé, Marie-Hélène Pâquet, Maude St-Hilaire, Olivier Riopel, Pawel Porowski, Rachel Delorme, Sophie Lajoie.

Comité aviseur de la démarche du Forum SAT

Alliance SaluTERRE, Association des Marchés publics du Québec, Association pour la santé publique du Québec,

Borée, Centre d'innovation sociale en agriculture, Centre de recherche sur les innovations sociales, Chantier de l'économie sociale, Chemins de Transition, CISSS Laurentides, Collectif des partenaires en développement des communautés, Collectif Nourrir notre monde, Collectif québécois pour une saine alimentation scolaire, Collectif Récolte, Communauté de pratique sur le glanage, Conseil québécois de la coopération et de la mutualité, Équiterre, Espace entrepreneuriat collectif, Espace MUNI, Fédération des coopératives d'alimentation du Québec, Fondation Lucie et André Chagnon, Institut de développement durable des Premières nations du Québec et du Labrador, Lab systèmes alimentaires, Laboratoire sur l'agriculture urbaine, M361, MRC Papineau, Regroupement des chercheur-ses SAT, Regroupement des tables de concertation bioalimentaire du Québec, Réseau des fermiers de famille, Réseau québécois de développement social, Sème l'avenir, Table des partenaires du développement social de Lanaudière, TIR-SHV Centre-du-Québec, TIR-SHV Chaudière-Appalaches, TIR-SHV Côte - Nord, TIR-SHV Mauricie, Vivre en ville.

La démarche du Forum SAT repose aussi sur l'engagement de nombreux-ses acteur-rices des territoires québécois qui travaillent au quotidien à renforcer les systèmes alimentaires territoriaux. Nous tenons à les remercier chaleureusement pour leur contribution essentielle!

MERCI À NOS PARTENAIRES FINANCIERS

Québec 

 Fondation Lucie et André Chagnon

 CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

 UPA
L'Union des producteurs agricoles

 Desjardins
Caisse d'économie solidaire

MONTÉRÉGIE
A F F A I R E S

 MRC des Maskoutains





Visitez notre site web sur forumsat.org